



# **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes**

Distr. générale  
2 décembre 2014  
Français  
Original : anglais/arabe/espagnol/  
français

---

## **Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

### **Observations finales concernant le cinquième rapport périodique de la Jordanie**

#### **Additif**

#### **Renseignements reçus de la Jordanie au sujet de la suite donnée aux observations finales\***

[Date de réception : 29 octobre 2014]

S'agissant de la recommandation 14 tendant à ce que la Jordanie fasse figurer le mot « genre » ou « sexe » à l'article 6 de sa constitution, il convient de noter que la Commission royale chargée de réviser la Constitution a estimé qu'une telle modification ne se justifiait pas dans la mesure où l'article susmentionné dispose que les Jordaniens, sans considération de race, de langue et de religion, sont égaux devant la loi et ont les mêmes droits et obligations.

En ce qui concerne la recommandation 28 relative aux dispositions du Code pénal qui sont encore discriminatoires, nous tenons à rappeler qu'une commission chargée de revoir la législation pénale a été créée et qu'une révision globale de l'ensemble du corpus législatif pertinent aura donc lieu. S'agissant de l'article 340, il convient de préciser ce qui suit :

a) Un amendement à l'article 6 susmentionné a été adopté en vertu de la loi n° 8 de 2011. L'article tel que modifié est libellé comme suit : 3. Excuse invoquée en cas d'homicide. Bénéficie de circonstances atténuantes quiconque surprend son épouse, une ascendante, une descendante ou une sœur en flagrant délit d'adultère ou d'infidélité et la tue sur-le-champ, tue le complice de l'adultère ou les deux, ou commet à l'encontre de l'un ou l'autre ou des deux une agression qui cause des blessures, un préjudice, une invalidité permanente ou la mort. 2. Bénéficie de circonstances atténuantes toute femme qui, ayant surpris son époux en train de commettre un acte d'adultère ou d'infidélité au domicile conjugal, le tue sur-le-champ, tue sa partenaire ou les deux, ou commet à l'encontre de l'un ou l'autre ou des deux une agression ayant causé des blessures, un préjudice, une invalidité

---

\* Le présent document n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.



permanente ou la mort. 3. Nul ne peut se prévaloir du droit de légitime défense s'il bénéficie des circonstances atténuantes susmentionnées;

b) Les dispositions relatives aux circonstances aggravantes ne peuvent s'appliquer aux personnes qui bénéficient des circonstances atténuantes susmentionnées. En conséquence, le motif invoqué pour exonérer de tout châtement un homme ayant surpris son épouse ou une proche parente en flagrant délit d'adultère a été invalidé;

c) D'après les statistiques judiciaires, les tribunaux n'ont aucunement tenu compte des circonstances atténuantes dans les jugements qu'ils ont rendus en 2010 et 2011. En outre, l'article 345 *bis* dispose que l'auteur de l'une des infractions visées à l'article 8 du chapitre premier du Code pénal ne bénéficie d'aucune des circonstances atténuantes prévues aux articles 97 et 98 du même code si la victime, quel que soit son sexe, a moins de 15 ans. En revanche, en 2012, dans une affaire jugée au pénal, la qualification juridique des charges contenues dans l'acte d'accusation a été modifiée et les faits incriminés qui avaient auparavant été qualifiés d'assassinat (homicide volontaire avec préméditation) ont été transformés en meurtre (homicide volontaire sans préméditation) assorti de circonstances atténuantes. Cette affaire fait actuellement l'objet d'un pourvoi en cassation. Dans une affaire de crime « d'honneur » jugée en 2013, les juges ont refusé d'accorder à l'accusé le bénéfice des circonstances atténuantes et l'ont condamné à une peine de 10 ans de travaux forcés;

d) Une instance judiciaire spécialisée chargée de connaître des affaires de crime « d'honneur » a été créée au sein de la Grande Cour d'assises. Plusieurs sessions de formation aux nouvelles modifications apportées au Code pénal ont été organisées à l'intention des juges et des procureurs.

En ce qui concerne l'adoption de toutes les mesures voulues pour garantir aux victimes de violences la possibilité d'obtenir une aide, notamment en zone rurale, on notera que le Ministère de la justice a été doté d'un Bureau d'aide juridique. Un projet d'amendement législatif touchant à cette assistance a été élaboré puis soumis à la Commission chargée de la révision de la législation pénale susmentionnée. Ce texte a pour objet d'élargir la portée des dispositions du Code de procédure pénale relatives à l'aide judiciaire. En outre, une action est en cours en vue d'institutionnaliser les services d'assistance juridique en Jordanie. Une liste de critères à remplir pour obtenir une représentation légale ainsi que les normes auxquelles doit obéir la prestation de services de cette nature a été établie et est en voie d'être adoptée. Il est proposé de donner la priorité, en matière d'assistance juridique, à certaines catégories de la population dont les femmes victimes de violences.